
**Nominé pour le Public Eye Global Award 2008
par la Fondation suisse de l'Énergie (FSE):**

Groupe AREVA S.A.

Siège social :	Paris, France
Branche :	nucléaire civil et militaire (tous les secteurs)
Chiffre d'affaire / bénéfice net :	" 10,863 milliards / " 649 millions (2006)
PDG :	Anne Lauvergeon
En possession de :	Etat français, Commissariat à l'Énergie Atomique, ERAP (84%)
Collaborateurs :	61'111 dans 41 pays (2006)

En bref

Saviez-vous que le sida peut se transmettre par contamination radioactive ? Non ? C'est pourtant ce que peut laisser croire le groupe nucléaire français Areva, dont les médecins du travail diagnostiquent le virus mortel chez des mineurs atteints de cancers. Cela se passe dans le nord du Niger, où Areva extrait de l'uranium par l'intermédiaire de deux compagnies dont elle est l'actionnaire majoritaire : Somair et Cominak. La raison de ces diagnostics fantaisistes est simple : l'entreprise française ne veut pas prendre en charge les soins dont ses anciens employés ont besoin.

Alors que des analyses ont démontré la contamination radioactive de l'air, de l'eau et des sols et que du matériel contaminé est entreposé à ciel ouvert, les mineurs et leurs familles sont insuffisamment informés sur les risques de santé liés à l'extraction de l'uranium.

Si cela était connu en Suisse, on présume que personne ne serait indifférent à ce que le combustible utilisé dans les centrales nucléaires de Mühleberg et de Gösgen soit fourni, au moins en partie par les mines d'Areva.

Un comportement irresponsable

Au Niger, la production totale d'électricité serait à peine suffisante pour préparer un repas chaud par personne et par jour. Ceci, bien que le Niger soit un des pays les plus riches au monde en gisements d'uranium ! Car les richesses du Niger profitent essentiellement à des sociétés étrangères et le pays reste un des plus pauvres du monde. Le consortium Areva y extrait de l'uranium depuis près de 40 ans et a fait construire deux villes au cœur du désert pour loger les mineurs et leurs familles. Arlit et Akouta comptent aujourd'hui au total 80'000 habitants, qui bénéficient des soins gratuits d'un hôpital établi par le groupe minier. Ils en ont bien besoin. Les conditions de sécurité à la mine sont catastrophiques et les procédures de décontamination d'une négligence coupable : ainsi les travailleurs sont priés de laver eux-mêmes leurs habits de travail à

domicile. Des millions de tonnes de déchets radioactifs sont stockés à l'air libre, des gaz radioactifs rejetés dans l'atmosphère, et de la ferraille contaminée est mise sur le marché.

Les analyses effectuées entre 2003 et 2007 par la Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité . la CRIIRAD - démontrent la contamination radioactive des eaux, de l'air et des sols, ceci pour plusieurs générations encore. Areva le sait mais ne fait rien.

Les conséquences

Bien au contraire, le groupe minier tente de dissimuler la situation désastreuse des mines et des villes adjacentes. Selon un rapport de l'organisation de défense des droits humains SHERPA, des médecins du travail de ces complexes miniers ont avoué faire sciemment de faux diagnostics : par exemple, annoncer à des travailleurs souffrant de troubles liés à l'exploitation de l'uranium qu'ils sont atteints de autres maladies graves, telles que le sida ou la malaria. Un médecin-chef avoue qu'il ne informe correctement que les patients qui peuvent payer ensuite les soins appropriés. Le principe de gratuité des soins dont se vante Areva semble ainsi très relatif. Mais malgré toutes les dénonciations de la CRIIRAD, de SHERPA et de l'organisation environnementale nigérienne Aghirin'man, les partenaires commerciaux d'Areva ne se sentent toujours pas concernés. Parmi ceux-ci figurent les exploitants des centrales nucléaires suisses. Ainsi, Areva livre du combustible aux réacteurs de Mühleberg, Gösgen, Beznau et Leibstadt.

Situation actuelle et revendications

SHERPA, la CRIIRAD et Aghirin'man réclament sans relâche des analyses indépendantes. Mais toujours sans succès. Le calcul d'Areva est simple : dans 10 ans, les gisements seront épuisés et le problème réglé. Comme le destin des deux villes minières d'Arlit et d'Akouta ?

L'exemple de la mine d'uranium de Mounana, au Gabon, fermée en 1990 par Areva est parlant : 7000 personnes, pour beaucoup sans travail, vivent désormais sur des sols encore contaminés et subissent massivement les conséquences de la politique d'Areva. La moitié des anciens travailleurs d'Areva y souffre de graves problèmes de santé aux poumons, aux yeux ou du système cardio-vasculaire.

Pour plus d'Informations

- <http://www.criirad.org/actualites/dossiers%202007/uranium-afriq/rapportcriirad-niger.pdf>
- <http://www.criirad.org/actualites/dossiers%202007/uranium-afriq/rapportsherpa-niger05.pdf>
- <http://www.criirad.org/actualites/dossiers%202007/uranium-afriq/rapportgabon-shepacrdmndm.pdf>